

## GUERRE ET PAIX

*La guerre si meurtrière et périlleuse qui ensanglante l'ex-Zaïre tend aussi - pas seulement - à devenir un nouveau terrain d'affrontement franco-américain. C'est une si vieille habitude qu'on y retombe même sans le vouloir.*

*Le camp des rebelles est soutenu par le tandem ougando-rwandais allié de Washington - qui ne peut que le renforcer pour ne pas le laisser perdre. Les alliés de Kabila sont très proches (Tchad) ou proches de la Françafrique (Soudan et Angola) - ou encore s'en rapprochent à grands pas (Libye et Zimbabwe). Les réseaux français, viscéralement anti-yankees, ne peuvent que suivre leurs alliés... ou les "accompagner".*

*On ne discutera pas ici du "sens" de cette guerre. Plus elle va, plus les propagandes voudraient l'en surcharger, plus elle se révèle profondément destructrice. Les Américains ont donc tort de laisser leurs alliés s'enfoncer dans l'option militaire. Mais il serait illusoire de croire qu'à les combattre par procuration sur le sol congolais, la France pourrait servir une juste cause. Il suffit d'observer les régimes qu'elle a jusqu'ici installés, choyés ou confortés : ceux des Eyadema, Biya, Déby, Bongo, el Tourabi, Mobutu...*

*Dans cette affaire, il faut - enfin - de la politique, des négociations plutôt que des canons. Chacun le sait. Chacun sait aussi que la logique d'un affrontement franco-américain inavoué est celle d'une escalade logistique et stratégique, ou d'un conflit sans fin.*

*De la rencontre à Washington entre Jacques Chirac et Bill Clinton, on n'a vu que des risettes. Il faut les contraindre à parler de ce qui les oppose réellement - sur le dos des Africains. Et qui contribue à paralyser toute initiative du Conseil de sécurité.*

*Certes, les vraies solutions appartiennent aux Congolais et à leurs voisins. Mais elles sont suffisamment délicates pour qu'on n'y mêle pas un fort peu comique complexe d'Astérix.*

### SALVES

#### Les alliés cachés : les USA

L'Ouganda et le Rwanda ne se cachent plus de soutenir massivement le combat des rebelles du RCD (Rassemblement congolais pour la démocratie) - un « rassemblement » très disparate. Leurs offensives à l'Est et au Nord du Congo-K engagent des armes de plus en plus lourdes et sophistiquées. Aucun des deux pays, très endettés<sup>1</sup>, n'a les moyens d'acheter tout cela sur son budget officiel - d'ailleurs surveillé par les institutions financières internationales. La prédation des richesses congolaises n'y suffit sans doute pas non plus.

Alors, qui fournit « les grandes quantités [...] de fournitures expédiées par avion-cargo depuis Kigali vers les positions rebelles » (Reuters, 17/02/1999) ? « Les avions sans immatriculation qui s'envolent vers l'ouest ne sont [...] pas payés par Kigali », observe Colette Braeckman (*Le Soir*, 03/02/1999). Elle ne dit pas qui paye, mais on devine la réponse : Washington, directement ou indirectement.

De même les Américains ont-ils fourni - et fournissent probablement encore - des matériels de télécommunication, des conseils stratégiques et des prestations d'entraînement.

Le régime angolais s'étant allié à celui de Kabila, son ennemi intérieur l'Unita se trouve poussée dans les bras de la coalition RCD-Ouganda-Rwanda. C'est loin d'être un mouvement inconnu de Washington, qui l'a soutenu plus de 15 ans avant de se rapprocher de Luanda.

Kampala, semble-t-il, a commencé de renforcer les moyens de l'Unita. Il va de soi que celle-ci sera aidée à empêcher une franche victoire de la coalition pro-Kabila, dont Luanda est l'élément majeur.

Les Angolais ne sont pas plus ravis que les Congolais de cet enchaînement logique.

1. On ne s'étonnera pas que Paris, le plus grand créancier bilatéral de Kigali, « se révèle [aussi] le plus intransigeant » (*Le Soir*, 03/02/1999). Cette créance vaut pourtant son pesant de machettes.

#### Les alliés cachés : la Françafrique

« Le gouvernement zimbabwéen dit que son intervention militaire en République démocratique du Congo est financée par la France, l'Angola et la Libye » (BBC News, 07/01/1999). Le très influent et informé Herman Cohen - le plus célèbre des "Américains", comme on dit les Françafricains, qui fut tantôt le complice, tantôt l'adversaire de Jacques Foccart - a déclaré sur *Voice of America* que la présence des Libyens et des Français à Kinshasa a compliqué la situation au Congo (*New Vision*, Kampala, 09/01/1999). Paris, bien sûr, a démenti<sup>1</sup>.

Certes, parole de Cohen n'est pas eau claire. Mais on se demande pourquoi il signifierait une présence qui n'existerait pas. La question se pose plus fortement encore pour le gouvernement zimbabwéen. Ses "acheteurs" d'armes ont hanté les officines parisiennes, sans être plus argentés que leurs collègues rwandais ou ougandais.

On se souvient par ailleurs qu'un trio réputé, Falcone-Gaydamak-Marchiani, a gavé l'Angola d'armes russes.

Surtout, une bonne partie de l'armement des troupes de Kabila transite par les aérodromes tchadiens - dont l'armée française assure la logistique. Des avions-cargos géants aux couleurs libyennes transitent par la base française d'Abéché. Les officiers français ont beau expliquer au reporter du *Figaro* (23/02/1999) qu'ils sont « toujours neutres [...] face aux aventures congolaises d'Idriss Déby », on n'est pas obligé de les croire.

D'autant que l'on apprend, du même journaliste, que les coopérants militaires français apportent leur aide à l'Armée nationale tchadienne, qui « sert à fournir des corps expéditionnaires dans les aventures extérieures, comme en République démocratique du Congo ».

Il est clair que si la guerre dure, Paris sera aspiré par les phobies routinières de ses réseaux. Justement, il faut qu'elle ne dure pas. La ruine économique, et le danger d'une escalade des massacres, exigent que l'on arrête ce cirque. Les voies d'une issue raisonnable sont tracées depuis un certain temps. Malgré plusieurs échecs, les négociations ont, sur le fond, plutôt progressé.

Reste la volonté. Il faut que les alliés cachés cessent de jouer (ou laisser jouer leurs réseaux incontrôlés) contre la paix. Il faut, au contraire, qu'ils mobilisent en sa faveur leurs énergies conscientes.

1. Via l'ambassadeur de France au Zimbabwe. Comme d'habitude, *Le Monde* publie le démenti sans vraiment présenter la thèse infirmée (12/01/1999).

### Le crime de n'importe quoi

Quand, dans un pays comme le **Congo-Brazzaville**, on a eu de telles responsabilités (cf. Éditorial, *Billets* n° 67), quand on a tant de possibilités de réagir, militaires et diplomatiques, cafouiller puis se cacher comme le fait la France relève du crime de n'importe quoi.

Après avoir béni le déferlement sur ce pays de toutes sortes de hordes étrangères, "régulières" ou mercenaires (Angolais, Tchadiens, Marocains, Hutus rwandais, Cubains, etc.), après avoir constaté l'explosion de la marmite agitée par un sorcier fatigué (Denis Sassou Nguesso, alias DSN), « à l'Élysée et à Matignon on s'est [...] contenté d'envoyer à Brazzaville un Hercules C 130 convoyant des militaires et des barbouzes. Avec mission [...] de protéger l'ambassade de France et de rapatrier, si cela devient urgent, les quelque dizaines de résidents français sur place ». (*Le Canard enchaîné*, 27/01/1999).

On n'a quand même pas oublié de protéger Pointe-Noire, place forte du pétrole, avec l'aide des alliés angolais.

Puis on a observé les massacres, de loin, en tentant de les minimiser pour éviter que l'opinion ne s'émeuve et ne pousse à faire quelque chose<sup>1</sup>. Pourtant, aux barrières tenues par les Cobras, en décembre, on demandait les cartes d'identité : ce n'était pas la mention Tutsi qui, cette fois, décidait de la liquidation des hommes, mais leur lieu de naissance.

Pendant ce temps, au lieu de pousser à une large concertation politique, Paris joue les chevaux de retour. Puisque DSN est dépassé et discrédité, on cherche un leader à l'échine souple dans l'opposition<sup>2</sup>.

Et qui surgit, managé par le vendeur d'image François Blanchard (cf. *Billets* n° 66) comme DSN en octobre 1997 ? L'ex-ministre des Finances de Lissouba, Nguila MOUNGOUNGA-NKOMBO - en exil doré à Paris -, accusé par certains lissoubistes d'être l'un des principaux artisans de la dérive prébendière de l'ex-Président. On veut refaire la même cuisine, qui a ruiné le pays avant de lui tordre les entrailles.

Nguila MOUNGOUNGA parle au nom d'un mouvement politico-militaire basé dans la région du Nibolek, le MLNC (Mouvement de libération nationale du Congo), commandé par le colonel Paul Mouléri. Il a rompu avec Lissouba et s'est allié avec Kolelas, influent dans la région du Pool.

La France a de nouveau deux fers au feu. Les Congolais se consomment aux lueurs du pétrole.

1. Comme l'administration US qui, pendant le génocide rwandais, s'ingéniait à esquiver le mot « génocide » pour ne pas devoir intervenir. L'hebdomadaire protestant *Réforme*, lui, n'hésite pas. Il titre en "Une" : *Prévenir un nouveau génocide*.

2. Tandis que, toute honte bue, Jacques Attali continuait de faire du lobbying financier - cher payé - pour le compte de DSN (*Libération*, 11/02/1999).

### Z

Dix semaines après l'assassinat du journaliste Norbert Zongo (cf. *Billets* n° 66 et 67), la tension politique reste vive au **Burkina**. D'innombrables hommages ont été rendus à celui qui est devenu une sorte de héros national. Mais le plus grand de ces hommages a été la mobilisation sans précédent de la société civile et de l'opposition démocratique, autour du président du Mouvement burkinabé des droits de l'homme, Halidou Ouedraogo. Une mobilisation attisée par la répression.

Avec une revendication aiguë : l'État de droit, contre les privilèges du clan au pouvoir. « *Trop, c'est trop* » est le slogan fondateur. On n'avait pas le droit de tuer un journaliste qui demandait seulement que le « petit président » (François, frère de Blaise Compaoré) n'échappe pas à la justice après le meurtre suspect de son chauffeur. Même l'armée se démarque du club des sécuocrates gérant la face sombre du régime, et ses « *tueurs masqués* ».

Le président du Burkina saura-t-il entendre la leçon, ce refus unanime « *de l'avènement définitif d'un État policier* » ? Puisqu'il est aussi président en exercice de l'OUA, cette leçon-là vaut bien pour toute l'Afrique. Et pour la Françafrique, qui dressa un peu tôt sa statue.

### Alpha

Restons encore un moment dans l'alphabet de la politique, les fondements de la construction civique. L'opposant **guinéen** Alpha Condé est victime de la vindicte d'un "président", Lansana Conté, fort mal "réélu" et de plus en plus ubuesque : l'Organisation guinéenne des droits de l'homme (OGDH) fait état du sadisme exercé par des geôliers tortionnaires, comme aux pires heures de Sékou Touré.

Candidat à la présidentielle, Alpha Condé a été emprisonné "préventivement", pour ne pouvoir en contester les résultats. Phénomène rare, une sorte de mouvement interafricain s'est levé en sa faveur : 36 députés sénégalais, un collectif d'avocats, des comités de soutien dans toute l'Afrique de l'Ouest. En quelque sorte, une revendication transfrontalière pour les droits de l'homme... politique (*Afrique Express*, 28/01/1999 ; *Le Figaro*, 16/02/1999).

Que Jacques Chirac ait félicité son "homologue" guinéen deux minutes après l'annonce de sa réélection truquée, on ne s'en étonnera pas : la « *démocratie apaisée* » françafricaine (cf. *Billets* n° 67) avance telle un char d'assaut. Qu'un syndicat de huit chefs d'État africains<sup>1</sup> soit venu assister à la cérémonie d'investiture du triste sire de Conakry (*Afrique Express*, 18/02/1999), montre toute la distance entre la solidarité civique africaine émergente et la tour d'ivoire des monarques-présidents.

1. Les présidents Abubakar Abdusalam (Nigeria), Baré Maïnassara (Niger), Kabbah (Sierra Leone), Rawlings (Ghana), Vieira (Guinée-Bissau), Diouf (Sénégal), Bédié (Côte d'Ivoire) et Konaré (Mali).

### Vote subversif

Les **Nigériens** sont des incurables du bulletin de vote. Malgré plusieurs scrutins brutalement avortés par leur président-dictateur-général Ibrahim Baré Maïnassara (IBM)<sup>1</sup>, ils se sont saisis des élections locales du 7 février pour aller témoigner en masse de leur attachement très majoritaire aux partis traditionnels.

La bonne tenue de ces élections faisait partie d'un *deal* conclu avec la France et les autres bailleurs de fonds. IBM avait dû consentir à

une CENI (Commission nationale électorale indépendante). Après tout, il ne s'agissait que d'enjeux locaux...

L'ennui, c'est qu'il est beaucoup plus difficile de fausser une centaine de décomptes locaux qu'un décompte national. D'autant que, partout, les délégués des partis veillaient au grain. Et que le président de la CENI se montrait digne de sa fonction, c'est-à-dire impartial.

Submergé par une avalanche de bulletins hostiles, le parti (ou plutôt la clique) au pouvoir (le RDP) a subi une déroute quasi générale... sauf dans les zones désertiques ! Et il a très violemment réagi. Car les élections communales, départementales et régionales, ce sont autant de petits et moyens pouvoirs en balance.

Alors, dans nombre de bureaux de vote, les commandos du RDP, souvent armés, parfois commandés par un sous-préfet, sont allés tout casser. Ils ont confisqué ou brûlé les urnes et les documents électoraux, multipliant les exactions.

Ils n'ont pu cependant éviter le naufrage du système IBM dans la majorité des communes : il y avait trop de voies d'eau. Comme les divergences entre les observateurs de complaisance (voir ci-après) et la délégation de l'Union européenne, emmenée par une forte personnalité danoise, ont tourné à l'avantage de la seconde, IBM n'a pu vraiment exploiter les coups de force de ses partisans. Il essaie de se rattraper dans la bataille juridique... où il se heurte au président de la CENI.

Après l'éclatante victoire de Gilchrist Olympio dans les urnes togolaises, ce nouveau désaveu d'un despote françafricain (avec le soutien d'une presse nigérienne épataante) montre que la démocratie n'a pas dit son dernier mot.

1. Cf. notamment Agir ici et Survie, *Tchad, Niger : escroqueries à la démocratie*, L'Harmattan, 1996.

### Lumières noires

Philippe de Pracans et son magazine *Lumières noires*, "l'officieux de la Françafrique", sont de vieilles connaissances de *Billets* (n° 5, 6, 44). Rappelons que ce bulletin cire-pompes a été lancé par Ernest Bennett, beau-père de Baby Doc Duvalier - l'ex-dictateur haïtien, patron des "tontons macoutes".

Philippe de Pracans a créé une ONG, l'*Observatoire international des libertés et médias*. En son nom, il est allé "observer" les élections locales nigériennes et dire le plus grand bien de leur déroulement - comme quelques autres "invités permanents" des scrutins francophones. En même temps, il « exhibait fièrement » le dernier numéro de son magazine, « bourré de publicités » des principales sociétés nationales nigériennes (*La Tribune du peuple* et *Le Citoyen*, Niamey, 15/02/1999 et 16/02/1999). Qui a parlé de "lumières" ?

### Économie

Si ce n'est pas de l'intox, c'est une mauvaise nouvelle pour l'intendance du régime Déby, et pour les firmes concernées par la construction de l'oléoduc tchado-camerounais (Bouygues et Bolloré, notamment). Selon *La Lettre du Continent* (04/02/1999), les membres du **consortium pétrolier tchadien** murmurent qu'en raison de la baisse actuelle du baril, le projet pétrolier « ne passe plus le seuil de rentabilité ». Il devrait donc attendre des jours meilleurs.

À moyen terme, les précieuses réserves ont toutes chances de mieux profiter à l'ensemble des Tchadiens, dans le contexte d'un inéluctable renchérissement. Et d'un autre mode de gouvernement.

### Boomerang ?

Christine Deviers-Joncour (CDJ), rendue célèbre par son rôle dans l'**affaire Elf** - est l'un des rares bénéficiaires du pactole pétrolier à être resté longuement en prison (préventive). Son ami Roland Dumas a pris ses distances...

Il arrive à CDJ de dire ce qu'elle a sur le cœur, ou d'énoncer ce qui lui semble des évidences. Ainsi cet échange sur France 2, le 30 janvier, avec Thierry Ardisson (TA) :

CDJ - « *Elf a été créée par l'État pour l'État. En fait, c'est une annexe du pouvoir politique...* ».

TA - « *Cela sert de caisse noire à l'État depuis 1958* ».

CDJ - « *...Depuis toujours* ».

L'ex-PDG d'Elf lui-même, Loïk Le Floch-Prigent, en a dit bien davantage, et plus précisément, dans sa "confession" publiée par *L'Express* (12/12/1996, cf. *Billets* n° 42).

Pourtant, l'actuel PDG Philippe Jaffré a décidé de poursuivre CDJ (et TA) en diffamation ! Il risque un grand déballage...

Les juges évoquent « un système de détournement de fonds organisé totalisant plus de 3,5 milliards de francs » et quelque 300 connexions bancaires (*Libération*, 04 et 12/02/1999). Le richissime intermédiaire André Guelfi explique au *Parisien* (18/02/1999) : « *Si la justice devait mettre en prison tous ceux qui ont touché de l'argent d'Elf, il n'y aurait pas grand monde en France pour former un gouvernement ! Elf arrosait tous azimuts. Tous les partis ont touché, le PS, le RPR, tout le monde* ».

CDJ, qui déclare en avoir assez de payer seule, dispose d'une liste de 44 bénéficiaires d'emplois fictifs. Elle évoque les comptes suisses « Minéral » et « Végétal » par lesquels le manitou Alfred Sirven, son employeur chez Elf, aurait redistribué « plusieurs milliards de francs à plusieurs centaines de personnalités françaises (élus, hauts fonctionnaires, journalistes) ». À l'appui de ses dires, elle veut citer comme témoin le magistrat suisse Paul Perraudin (*France-Soir*, 22/02/1999).

Il lui arrive aussi de dénoncer, en privé, le dirigeant d'une autre grande entreprise qui, selon elle, tirerait les ficelles d'Elf.

Elle se plaint de menaces. « *S'il m'arrive quelque chose, c'est qu'on m'aura suicidée* » (*Le Journal du Dimanche*, 21/02/1999).

Des systèmes criminels de cette envergure n'ont jamais cédé que par la grâce de "repentis". Sous une forme ou sous une autre, la République devrait accorder ce "statut" à la belle Christine.

Au plus grand bénéfice de tous les Africains qui continuent de subir la loi d'Elf, par corrompus interposés.

### Tentante Birmanie

Une partie des réseaux et entreprises françafricains ont trouvé en Asie un pays digne de leurs intérêts : la Birmanie, écrasée sous la botte d'une junte militaire bien cruelle et corrompue, regorgeant d'hydrocarbures et de narcodollars. Car ce pays est de loin le premier

producteur d'opium, et les barons de la drogue sont au mieux avec la junte.

La France est le pays occidental le plus "investi" dans ce pays de cocagne. Total, qui y turbine à plein gaz, est accusée de profiter d'une main d'œuvre "réquisitionnée" par le régime, comme au beau temps de la construction des chemins de fer camerounais ou congolais. Les mercenaires français en Afrique se rodent en "sécurisant" les installations birmanes du groupe pétrolier. Comme en Afrique, Michel Roussin pilote habilement des missions d'hommes d'affaires.

Mais, comme en Afrique, cette France-là a un problème d'image avec ses meilleurs alliés. Certains ont cru trouver la parade. Usant de leur influence sur Interpol - dont le siège est à Lyon -, ils ont poussé cette institution à tenir à Rangoon la quatrième conférence internationale sur l'héroïne, du 23 au 26 février. Comme si l'ONU organisait à Kaboul une conférence sur le droit des femmes, susurrent de mauvais esprits.

Ils ont été entendus. Un mouvement de boycott de la conférence s'est dessiné des deux côtés de l'Atlantique. Même le Quai d'Orsay a dû s'y rallier. La conférence est sabotée, et l'effet d'image, inversé. (*Le Monde du Renseignement*, 11/2 ; *Libération*, 16/2).

### Accommodements

Le 9 décembre, dans un éditorial retentissant (*Françafrique, rien ne change*), **Le Monde** dénonçait les soutiens français à la réélection frauduleuse d'Omar Bongo, une « injure faite aux Africains » (cf. *Billets* n° 66). Moins de deux mois plus tard, on apprend (*La Lettre du Continent*, 04/02/1999) que ce quotidien prépare un "spécial pays" publicitaire sur le Gabon...

### Bons billets de Biya

Un autre "spécial pays" du *Monde* se prépare sur le Cameroun, un pays où la "démocrature" ruineuse de Paul Biya ne décourage pas toutes les sollicitudes. Mi-septembre, Charles Pasqua s'y est rendu en jet privé. Il a été royalement reçu. *Le Messenger*, journal de Douala dirigé par le réputé Pius Njawe, prétend que l'ancien ministre serait venu défendre les privilèges de la filière corse des paris et casinos, où il aurait des intérêts (*Billets* n° 63).

Il a été suivi le 20 janvier par Valéry Giscard d'Estaing, qui serait intervenu en faveur des forestiers français... (*La Lettre du Continent*, 04/02/1999). Jacques Chirac *himself* est annoncé au début de l'été. Pour demander ou troquer quoi ?

### Questions

L'agence de publicité Euro-RSCG, fondée par Jacques Séguéla, a chèrement animé les campagnes présidentielles des dictateurs togolais et gabonais Eyadema et Bongo. Elle n'a pas, loin de là, convaincu les électeurs - mais la machine à frauder française n'a plus besoin d'eux, rompue qu'elle est à l'inversion des plus mauvais scores.

Pour propulser sa liste aux élections européennes, c'est Euro-RSCG que **le Parti socialiste** a choisi (*L'Express*, 18/02/1999 ; *Le Canard enchaîné*, 24/02/1999). Il n'a pas craint, visiblement, le rapprochement avec les figures ou les bilans d'Eyadema et de Bongo, les présumant inconnus de son électorat. Conscients ou inconscients, les auteurs d'un tel choix ne pourront cependant empêcher les mauvais esprits - parmi lesquels ils nous classent volontiers - de leur poser quelques questions :

- La communication politique est-elle désormais exclusive de toute déontologie ? Si oui, il serait intéressant d'expliquer au public ce bond en avant. Si non, peut-on alternativement vendre un despote et un parti démocratique, se moquer du résultat des urnes et l'honorer ?

- Il fut un temps où les caisses de quelques grands courants du PS communiquaient avec celles d'Eyadema et surtout de Bongo. Le partage d'une même agence de communication est-il le meilleur gage de la rupture de ces circuits ?

### Penchant

L'arbre tombe toujours du côté où il penche. On s'étonnait des insolentes facilités financières accordées par l'entreprise publique **EDF** aux aventures africaines du groupe **Bouygues** (cf. *Billets* n° 64). L'ex-directeur général d'EDF Pierre Daurès passait pour le facilitateur en chef. Il vient d'entrer chez Bouygues... (*Libération*, 24/02/1999).

### Coopérer... pour quoi ?

Le 28 janvier s'est enfin tenue la première réunion du nouveau Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID). Un an après l'annonce de sa création. Le discours prononcé à cette occasion par le Premier ministre confirme notre analyse du mois dernier (*Billets* n° 67), basée sur le rapport du député socialiste Yves Tavernier *La coopération française au développement*. Ce rapport est d'ailleurs présenté dans le discours de Lionel Jospin comme une base de réflexion pour la mise en œuvre de la "réforme" de la coopération.

Alors que les travaux sur les voies et moyens d'une réduction rapide de la misère ont beaucoup progressé, il serait possible de remobiliser la France sur un programme ambitieux de solidarité internationale. La « lutte contre la pauvreté », pour employer le langage des organisations multilatérales, est désormais l'objectif proclamé de ces organisations - qui s'obligent à des évaluations de moins en moins complaisantes.

Il est plutôt paradoxal qu'au même moment, dans un discours aussi important que celui du 28 janvier, un Premier ministre socialiste évite soigneusement un tel mot d'ordre, ou son équivalent : il n'est pas question de lutter contre la pauvreté ou les inégalités, de refuser la misère ou la faim, mais seulement de prolonger « une des grandes traditions françaises », « l'aide au développement » - dont justement la rhétorique traditionnelle tourne à vide.

Le propos, aseptisé, gomme toute allusion aux enjeux de l'équité internationale, comme s'ils étaient hors de saison. Lionel Jospin préfère s'attarder sur un objectif mercantiliste : accroître la part de marché de la France dans « la formation des élites des pays étrangers » (cf. *À fleur de presse*).

Il est intéressant de remarquer que le lendemain (29 janvier), le ministre belge Reginald Moreels concluait le chantier de reconstruction de la Coopération de son pays en énonçant une méthodologie précise et une philosophie clairement définie : la promotion du « *développement humain* » (*Le Soir*, 30/01/1999).

Cette appellation, longuement explicitée dans les travaux du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), renvoie à des objectifs mesurables de réduction des inégalités et de satisfaction des besoins essentiels en matière de santé ou d'éducation. C'est ce genre de précision que la réforme française ne cesse de fuir. Manifestement, ses promoteurs préfèrent ne pas afficher des objectifs qu'ils ne se disposent pas à atteindre.

La Françafrique, elle, a atteint le sien : maintenir le riche Gabon dans la « *Zone de solidarité prioritaire* » (ZSP).

## Dette

La campagne pour l'annulation en l'an 2 000 de la dette des pays les plus endettés<sup>1</sup> est évidemment bienvenue. Même l'"impie" Salman Rushdie salue dans *Le Monde* (12/01/1999) cette « *idée chrétienne pour le millénaire* ». Le ministre français des Finances Dominique Strauss-Kahn a proposé d'annuler le service de la dette (les intérêts) pour une génération (trente ans). Autant aller jusqu'au bout, et supprimer la dette en capital, ainsi repoussée aux calendes grecques. Économiquement et politiquement, elle est d'ailleurs impayable.

Mais on n'aurait pas gagné grand'chose si cette annulation valait amnistie du détournement massif de l'argent de la dette, et encouragement à un nouveau round de pillage des deniers publics, du Nord et du Sud. L'annulation doit aller de pair avec un contrôle de la circulation des capitaux et la mise à l'index des paradis fiscaux - ces "trous noirs" de la dette.

1. *Annulons la dette*, c/o CCFD, 4 rue Jean Lantier, 75001-Paris. Tél. 01 44 82 81 19. La campagne est animée par *Agir ici*. *Survie y* est associée.

## Rétro

Le 18 février, sur proposition de la députée socialiste guyanaise Christiane Taubira-Delannon, l'Assemblée nationale a qualifié de « *crimes contre l'humanité* » **la traite négrière et l'esclavage**.

On s'en féliciterait sans réserve si, sur un sujet moins ancien, un vote similaire n'était bafoué. En mai 1998, l'Assemblée a unanimement reconnu le **génocide arménien**. Au grand déplaisir de la Turquie, et du pouvoir exécutif qui apprécie en ce pays son appétit d'armements français.

Le gouvernement se venge assez mesquinement en refusant d'inscrire à l'ordre du jour du Sénat le texte de l'Assemblée (*Le Canard enchaîné*, 17/02/1999). Qui demeure donc lettre morte. Entre la sanction (seulement morale) d'un génocide et la vente archi-commissionnée d'armes lourdes (accessoirement destinées à écraser les Kurdes, à défaut d'Arméniens), la "raison d'État" n'hésite pas. Quitte à piétiner la conscience des députés et des citoyens.

Quand donc nos Realpoliticiens se rendront-ils compte que la sanction du génocide fait désormais partie de la "raison" d'un État de droit ? Sans attendre, comme pour la traite négrière, que les derniers coupables et victimes se soient éteints depuis un siècle...

## Contamination

Le procès du sang contaminé n'est pas si étranger aux sujets abordés par ces *Billets*.

Tout d'abord, c'est encore une affaire Elf : la firme *Diagnosics Pasteur*, qui a mené avec les cabinets ministériels une stratégie retardatrice du dépistage systématique des dons de sang, est une sous-filiale d'Elf. Le profit à tout prix ne fait pas que des victimes africaines.

Le dépistage fut généralisé dans les centres de don durant l'été 1985. Dès cette époque, les experts alertèrent le gouvernement sur la nécessité d'inscrire les tests à la nomenclature des actes médicaux remboursés par la Sécurité sociale : sinon, un grand nombre de personnes "à risque" viendraient donner leur sang pour bénéficier d'un test gratuit. Une pratique très dangereuse en raison de la "fenêtre de séroconversion" (la période où le rétrovirus du Sida, déjà présent dans le sang et contaminant, n'est pas encore testable).

Cette pratique a prospéré durant plus de trois ans - le temps de l'inscription des tests à la nomenclature. Selon l'acte d'accusation, « *le cabinet de Georgina Dufoix s'y est opposé pour des raisons financières, de même que celui du Premier ministre, à titre de mesure de rétorsion contre les fabricants de tests américains* ». Le syndrome de Fachoda a fait aussi des victimes françaises...

## Bons points

\* Le député tchadien Yorongar, symbole du droit des parlementaires à... parler (il avait été condamné à trois ans de prison pour diffamation<sup>1</sup>), a fini par être libéré.

1. À la suite d'une accusation assez vraisemblable contre les deux finalistes de l'élection présidentielle truquée de 1996 (les généraux Déby et Kamougué) : leurs campagnes auraient été financées par Elf.

\* Le prêtre rwandais Wenceslas Munyeshyaka, poursuivi pour actes de « *génocide et tortures* », a perdu le procès pour « *atteinte à la présomption d'innocence* » qu'il avait intenté contre la rescapée Yvonne Galinier-Mutimura (*Billets* n° 66 bis).

\* L'armée de terre française vient de se doter d'un nouveau code moral, diffusé à 10 000 exemplaires, qui place « *l'exercice du métier des armes* » sous la « *prééminence incontestable* » de « *la Déclaration universelle des droits de l'homme* ». Les militaires doivent refuser d'« *accomplir des actes qui sont contraires aux lois, aux coutumes de la guerre et aux conventions internationales* » (*Libération*, 20/02/1999). Parfait ! Est-il encore nécessaire que la France demande que ses ressortissants soient exonérés de toute accusation de crimes de guerre, durant 7 ans, par la future Cour pénale internationale ?

## Fausses notes

\* La force interafricaine de « *maintien de la paix* » dépêchée en Guinée-Bissau comprend des contingents de 4 pays : Togo, Bénin, Niger et Gambie. Elle est dirigée sur place par un officier togolais, sous le contrôle opérationnel de l'état-major français au Sénégal (*Libération*, 29/01/1999). Quel avenir pour cette force d'interposition, aux ordres d'un fidèle d'Eyadema et totalement dépendante d'un pays, la France, qui a clairement milité, sinon combattu, en faveur de l'une des deux parties en conflit (le camp du président Vieira)<sup>1</sup> ?

1. Cf. Agir ici et Survie, *Sécurité au Sommet, insécurité à la base*, L'Harmattan, 1998, p. 113-120.

\* La procédure de ratification du statut de la Cour pénale internationale a eu un premier "résultat". Répondant à une question qui ne lui était pas posée, le Conseil constitutionnel a élargi démesurément... l'impunité du Président de la République. Il est vrai que celui-ci veille à prolonger l'impunité du président du Conseil constitutionnel, Roland Dumas. Ils se sont connus chez Elf ?

### Carnet

\* Le 29 mars à 13 h 30, à la 17<sup>ème</sup> chambre correctionnelle de Paris (Palais de Justice), est prévu le procès de Charles Pasqua contre François-Xavier Verschave, président de *Survie*. L'ancien ministre estime diffamatoire ce passage de *La Françafrique* : « Charles Pasqua a résolu d'échanger le terroriste amorti Carlos contre un appui aux opérations de "nettoyage ethnique" du régime soudanais. Soit dit en passant, que le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua puisse mener, à l'aide de ses propres réseaux, sa propre politique africaine, arabe, maghrébine et musulmane, en dit long sur le démantèlement de la politique franco-africaine ».

Témoins de la défense : Jean-François Bayart, Nicolas Beau, Éric Fottorino, Simon Malley, Gérard Prunier, Yves Ternon. Cités par Charles Pasqua : ses trois ex-collègues Edmond Alphandéry, Michel Roussin et Nicolas Sarkozy, ainsi que l'ex-directeur de la DST Philippe Parant.

### Rectificatif

Dans nos *Billets* précédents, nous annoncions qu'une importante faction militaire "hutue" burundaise, le CNDD-FDD, avait rejoint les négociations de paix d'Arusha. Nous avons en fait mal interprété une dépêche des Nations unies : les FDD n'ont pas « rejoint les négociations », mais envisageaient de le faire après la mi-janvier. Cette perspective n'a pas (encore) abouti.

(Achevé le 28/02/1999)

## ILS ONT DIT

### FRANÇAFRIQUE

« Le discours de La Baule n'a pas empêché ensuite le Rwanda et, plus généralement, la poursuite d'un certain nombre de... mauvaises habitudes. C'est très caractéristique de la politique française - et notamment de celle de François Mitterrand - que de tenir, d'un côté, un discours généreux, d'entretenir des espoirs, et d'autre part, de pérenniser une pratique qui vise exactement le contraire ». (**Jean-Pierre COT**, premier - et éphémère - ministre de la Coopération de François Mitterrand, interview à *L'Autre Afrique* du 27/01/1999).

« Depuis des décennies, la France arme des dictateurs et des généraux, qui retournent leurs fusils contre la démocratie. L'Afrique noire francophone a été le champ privilégié des réseaux, qui, à droite comme à gauche, ont trouvé là des sources de financement, des alliés, des terrains d'expérimentation où ils ont pu concrétiser à grande échelle depuis les années 60, leurs soifs de conquêtes et leurs délires d'empires au nom de la grandeur de la France. Si, aujourd'hui, les réseaux mutent et se modernisent, l'objectif demeure. L'Afrique doit rester un coffre-fort pour nos entreprises, un moyen de financement pour nos joutes politiques, une poubelle pour nos déchets, un terrain de chasse et de loisirs pour nos dirigeants, un champ de manœuvres pour notre armée, une base arrière pour nos mafieux ». (**Noël MAMERE**, député Vert. Contribution à *Témoignage chrétien* du 18/02/1999, à propos de la guerre au Congo-Brazza).

[Le plus incroyable, c'est que le propos n'a rien d'exagéré. Pour le côté « délires », voir ci-après (*Lire*) le livre de Jean-Paul Cruse].

« La moralisation de la vie publique en Afrique passe désormais par celle des élections. [...]. La France [...], en refusant de s'associer à la réserve de la Communauté européenne sur l'évolution démocratique au Togo, [...] continue de gérer le court terme. [...]

La France a du mal à sortir de la logique du faire-croire sur le plan démocratique en Afrique, pour assumer résolument avec les vieilles démocraties européennes une autre logique, celle qui donne force au droit et aux règles du jeu démocratique. Or, il n'y a que cela pour lui épargner un phénomène de rejet dont elle ne mesure pas encore la portée au niveau de la jeunesse. Quand elle comprendra, l'Afrique francophone lui aura déjà échappé ». (**Alphonse QUENUM**, enseignant à l'Institut catholique d'Abidjan, in *La Croix* du 26/01/1999).

« Mon cœur est rempli de fierté en contemplant ma nation réconciliée, sa mémoire reconstruite et son histoire libérée de ses ressentiments ». (**Hassan GOULED APTIDON**, président de Djibouti depuis l'"indépendance" (1976) de ce protectorat militaire français. Discours devant le congrès extraordinaire de son parti, où il a annoncé sa retraite. Cité par *Afrique Express* du 18/02/1999).

[À 83 ans, le dictateur usé donne l'impression de croire en ce tableau idyllique. La réalité est proche de l'exact opposé (cf. Agir ici et Survie, *Sécurité au Sommet, insécurité à la base*, L'Harmattan, 1998, p. 53-58).

Gouled est remplacé par son confident depuis 22 ans, Ismaël Omar Guelleh. Ce pivot de la dictature dirigea aussi les services de renseignement et la police... De quoi rassurer l'armée française, inquiète des effets du conflit érythréo-éthiopien. Mais pas les opposants djiboutiens !]

### GENOCIDE RWANDAIS

« - Pensez-vous qu'un pays comme la Belgique pourrait demander qu'une enquête soit organisée à propos du rôle de l'ONU au Rwanda ? Y êtes-vous favorable ? (Colette BRAECKMAN, *Le Soir* du 28/01/1999).

- Certainement. D'ailleurs, dès mon retour à New York, je vais soumettre cette proposition au Conseil de sécurité. J'ai bien l'intention

de discuter moi-même de ce point avec les membres du Conseil de sécurité ». (**Kofi ANNAN**, Secrétaire général de l'ONU).

*[Kofi Annan a été mis personnellement en cause : il dirigeait les opérations militaires de l'ONU en 1994, avant et pendant le génocide, et il n'aurait pas assez réagi aux signaux d'alerte extrême. À première vue, sa rapide acceptation d'une commission d'enquête est un bon signe. Mais il convient de rappeler l'axe de sa défense : l'absence de volonté politique des membres du Conseil de sécurité. À cet égard, les comptes-rendus des réunions secrètes et informelles du Conseil sont accablants (cf. The Guardian, 07/12/1998). Quand Kofi Annan affirme vouloir discuter de cette demande d'enquête « avec les membres du Conseil », il sait bien que ceux-ci la prendront avec des pincettes.]*

## COOPERATION

« L'Union européenne [...] apporte une contribution majeure au développement [...]. Il est dans l'intérêt de tous de rechercher, de manière systématique, les moyens d'accroître l'efficacité de notre aide. [...] Nous souhaitons, en tant que ministres britannique, allemand et français en charge de la coopération au développement, converger vers ces objectifs. [...] Les défis globaux tels que la lutte contre la pauvreté, la protection du climat et la prévention des conflits devraient être placés au centre de notre vision. [...]

Cet objectif fondamental trouverait une traduction concrète par la prise en compte accrue, dans l'allocation des ressources, des besoins des pays et des populations les plus pauvres. [...] Nous proposons que la Commission prépare un rapport annuel mettant en lumière les progrès accomplis. [...] Il est essentiel de poursuivre l'effort d'évaluation. La présidence allemande en a fait l'une de ses priorités ». (**Clare SHORT, Heidemarie WIECZOREK-ZEUL** et **Charles JOSSELIN**, contribution commune, *Libération*, 26/02/1999).

*[Il est significatif d'observer que la concertation européenne oblige le ministre français de la Coopération à ne plus esquisser le défaut le plus flagrant de la réforme hexagonale : l'absence d'un objectif précis pour "l'aide au développement". Les Parlements et les opinions publiques allemands et anglais ont su exiger une telle précision - renforcée par un exercice continu d'évaluation. On notera aussi une modestie rafraîchissante : les « défis globaux » à relever ne sont pas « au centre de notre vision », ils « devraient » l'être... ]*

## À FLEUR DE PRESSE

**Croissance, Retour sur un rapport**, 02/1999 (Stephen SMITH) : « Cette cécité [de la France au Rwanda] a été coupable mais pas criminelle. Le travail rigoureux des parlementaires fait un sort aux fantasmes conspiratoires qui, par naïveté ou engagement partisan, avaient tenu lieu d'enquête sérieuse. Rien ne subsiste de la coupable amitié qu'auraient entretenue, sinon leurs pères présidentiels, Jean-Pierre Habyarimana et Jean-Christophe Mitterrand. Rien ne subsiste de la "cannabis connexion" ou du trafic d'armes dont le Rwanda aurait été la plaque tournante. Nulle trace non plus des soldats antillais de l'armée française qui, le 6 avril 1994, auraient abattu l'avion du président Habyarimana et qui se seraient trahis par le port du béret "du mauvais côté".

La France n'a pas violé l'embargo sur des livraisons d'armes décrété par les Nations unies, contrairement aux affirmations de Human Rights Watch qui n'a pas cherché à défendre ses accusations. Enfin, rien n'est venu accréditer l'entraînement des milices hutues par des instructeurs français ».

*[Stephen Smith livre ici l'un des plus beaux comprimés de sa "déontologie". Le rapport parlementaire ne peut « faire un sort » à toutes ces accusations d'importance et de qualité variables (ici savamment amalgamées ou déformées), puisque les rapporteurs avouent n'avoir pas pu ou voulu enquêter sur la plupart de ces sujets. En particulier sur les livraisons d'armes officieuses.]*

*Par ailleurs, le président Paul Quilès a tout fait pour éviter le témoignage public d'une rescapée, Yvonne Mutimura, affirmant avoir vu un Français entraîner des miliciens. Ses propos, cependant, ont été publiés dans Libération - où écrit habituellement Stephen Smith... Non contredit, son témoignage écrit et celui de son mari français ont été escamotés du rapport parlementaire.*

*C'est Colette Braeckman qui, sur la base de témoignages, a évoqué la possible présence d'Antillais au point de départ des missiles. Elle précise bien que ce ne seraient pas eux, mais des Européens blancs qui auraient abattu l'avion d'Habyarimana. Une hypothèse que n'écarte pas le rapport...*

*Stephen Smith se contredit lui-même. Il a déclaré au rapporteur de la mission parlementaire que Jean-Christophe Mitterrand ne connaissait quasiment pas Jean-Pierre Habyarimana. Or, dans L'Afrique sans Africains (Stock, 1994), il affirmait (p. 117) : « Jean-Christophe Mitterrand était l'homme des réseaux familiaux : l'ami des enfants des autres chefs d'État, Ali Bongo au Gabon, Jean-Pierre Habyarimana au Rwanda... ».*

*Dans Libération du 4 juin 1994, il écrivait : « Toutes les sources sur place - y compris les expatriés bien placés - expriment leur "certitude" que ces livraisons d'armes [aux forces du génocide] ont été "payées par la France" ». Certes, ces livraisons n'étaient pas officielles, mais le payeur effectif (la France) violait bien l'embargo.*

*Stephen Smith décroche le pompon avec son bout de phrase sur Human Rights Watch (HRW) - dont il avait disqualifié l'enquête et discrédité l'enquêtrice (Libération, 31/07/1995). HRW s'était défendue en adressant à Libération un droit de réponse. Mais Stephen Smith a tout fait pour que le texte ne soit pas publié...*

*Ici, il jette tout son poids pour tenter d'accréditer ce qu'il sait lui-même être des contre-vérités. Pourquoi ?]*

**Libération, Amères équipées pour les soldats du "Vieux"**, 04/02/1999 (Didier FRANÇOIS) : « Bob Denard sera sollicité pour fournir l'un des contingents envoyés soutenir un maréchal Mobutu chancelant [...]. L'équipe du "Vieux" [Bob Denard] pioche dans le Département protection et sécurité (DPS), service d'ordre du Front national. Co-dirigeants d'une officine frontiste, le Cercle de défense de l'industrie d'armement et de l'armée française, Emmanuel Pochet et François-Xavier Sidos sont aux premières loges. [...]

Ancien aspirant au 1<sup>er</sup> RCP, Emmanuel Pochet a gagné ses barrettes de "capitaine Morin" dans la Garde présidentielle comorienne [...]. François-Xavier Sidos, "lieutenant Aifix" aux Comores où il a tenu pendant quatre ans la 2<sup>e</sup> compagnie de la GP [...] [est un] "conseiller" de Jean-Marie Le Pen récemment rallié à Bruno Mégret. Les deux amis savaient pouvoir compter sur la bienveillance bougonne de Bernard Courcelle, patron du DPS. Cet ancien capitaine, arabisant, s'était spécialisé dans les trafics d'armes et les soldats de fortune pour le compte de la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD), l'ancienne Sécurité militaire (SM), qui, à l'instar du Bureau de sécurité de la Légion étrangère (BSLE), suit avec attention le milieu mercenaire.

[...] Au début de l'hiver 1997, une trentaine de gros bras aux aptitudes diverses seront acheminés vers le Zaïre. Au nombre des recrues, l'un des chauffeurs de Le Pen. [...] L'aventure tourne à la débandade. [...] La cohorte salariée ne doit son salut qu'à l'intervention audacieuse d'une petite colonne de "réservistes" français expérimentés. [...]

Quelques mois plus tard [...] Denis Sassou Nguesso a entrepris la reconquête du pouvoir. Son beau-père, le président gabonais Omar Bongo, décide de lui prêter main forte et fait appel à ses anciennes amitiés dans les réseaux parallèles où évolue Bob Denard. Cette fois

le commandement de la troupe sera confié à un fidèle parmi les fidèles, Jean-Marie Dessales, le “capitaine Jean-Pierre”, pilier de la GP comorienne. [...]

[*Côté Lissouba, le*] recrutement d'une “équipe de reconnaissance” est confié au groupe Octogone. Cette société<sup>1</sup> regroupe de jeunes mercenaires qui rêvent [...] d'en découdre avec leurs anciens frères d'armes. L'entrée de l'Angola dans la bataille rend illusoire toute option mercenaire. Le conflit est gelé, l'affrontement fratricide est évité. [...] [*Selon*] un observateur averti, [...] “Patrick Ollivier, qui tourne depuis la Rhodésie, a recruté pour monter une GP [Garde présidentielle] au Congo[-Brazza]. On verra le résultat”. [...]

Emmanuel Pochet [*reconnaît* : ] “Si pour le Zaïre, j'ai eu recours à d'anciens militaires proches du FN [...], c'est parce qu'il me fallait faire vite. Et que j'avais décidé d'écarter les psychopathes. Des cannibales, nostalgiques de la SS”. [...] Une charge qui met en rage la petite troupe des proscrits. “Le coup du fasciste par un admirateur de Faurisson, c'est l'hôpital qui se moque de la charité”, gronde l'un d'eux. [...] “Nationaliste-révolutionnaire, je pensais trouver un idéal, une fraternité dans le combat. [...] J'ai été trahi. Cela rend haineux” ».

1. Selon Jean-Paul Cruse (*Un corbeau au cœur de l'État*, Éd. du Rocher, 1998), Octogone serait une sous-filiale de Vivendi, via la société Techni du pasquaïen Henri Antona. Elle aurait été mêlée à l'affaire dite du “corbeau” (voir Lire).

[*Ce panorama, et les passerelles qui le traversent (entre armée, “services”, chapelles de l'extrême-droite et mercenaires), n'est pas sans intérêt. Il est publié dans un contexte de dévalorisation du mercenariat français (pour camoufler ses résurgences plus “modernes” ?).*

*Plus loin, parlant de Bob Denard, Didier François le qualifie de « parasite symbiotique coriace des services officiels », dont la carrière s'est effectuée « à l'ombre des réseaux officieux, dirigés depuis l'Élysée par Jacques Foccart ». Bref, un vrai-faux mercenaire.]*

**Le Monde, Les mercenaires font leur retour en force dans les conflits africains**, 24/01/1999 (Jacques ISNARD) : « En Angola comme en Sierra Leone, on repère des mercenaires de l'EO [Executive Outcomes, firme sud-africaine (cf. Billets n° 43)] dans les deux camps adverses. En Angola, [...] ce sont probablement des mercenaires de l'EO qui pilotent les avions Mig-23, les Sukhoï, les hélicoptères Mi-24 ou Mi-17 gouvernementaux ; eux qui entraînent l'armée et qui s'essaient au renseignement.

Ce sont d'autres mercenaires de la même “maison” qui servent, au profit de l'Unita, les blindés, les pièces d'artillerie, les systèmes de transmissions du mouvement rebelle, et jusqu'à ses missiles anti-aériens SAM-14 et SAM-16 [...] [*qui*] auraient permis d'abattre [...] pas moins de trois Mig-23 [...] et un hélicoptère Mi-24 des forces angolaises ».

[*On ne discréditera jamais assez le mercenariat en général et Executive Outcomes en particulier. Si nous citons cet article de Jacques Isnard dans le rubrique FrancAfrique, en complément du précédent, c'est pour observer qu'il n'y est question, sous son titre général, que de mercenaires et sociétés de sécurité “anglo-saxons” (EO, la britannique Sandline et l'américaine MPRI)...*].

**Le Canard enchaîné, Ruiné par Bercy, promu par le Quai**, 03/02/1999 : « Une nomination à la tête d'un organisme public nourrit depuis six mois une discrète mais féroce guérilla entre ministères. [...] Sujet du conflit : un certain Francis Blamont, homme d'affaires nommé à la fin de novembre à la tête d'Édufrance, organisme chargé de promouvoir et de commercialiser nos filières universitaires à l'étranger. Édufrance, qui vient de voir le jour, doit gérer un budget d'une centaine de millions de francs, constitué en grande partie de fonds publics. [...]

Naguère, Blamont dirigeait une société d'ingénierie médicale, Sopha Développement, objet de deux rapports de l'Inspection des finances en 1996. Entre autres accusations : frais et charges exagérés, salaires trop confortables et, surtout, commissions occultes versées à des intermédiaires. Le pédégé [...] conteste la plupart de ces vilénies. [...] Le Trésor, qui subventionnait largement Sopha, a coupé les vivres et l'entreprise a sombré.

Védrine et Allègre ont néanmoins repêché cet homme de gauche et de réseaux “après enquête” sur son cas. Comme quoi des “enquêtes” de Bercy et du Quai peuvent aboutir à des résultats contraires ».

[*Le 28 janvier, lors de l'installation du tout nouveau Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID), le Premier ministre Lionel Jospin a présenté la création d'Édufrance comme l'un des symboles forts de la réforme de la coopération. On risque apparemment de refaire les mêmes soupes dans les mêmes casseroles, dont on aura seulement changé les étiquettes. Car, de 1981 à 1997, on n'a pas vraiment remarqué ce qui distinguait les « réseaux » « de gauche » des réseaux de droite, dans le partage des rentes tropicales et de l'aide au développement. Attention au prochain Carrefour !].*

**Le Canard enchaîné, La guerre France-USA sur le front du bakchich**, 27/01/1999 (Brigitte ROSSIGNEUX) : « Les engagements pris par l'ensemble des pays occidentaux pour lutter contre la corruption dans le commerce international [...], qui ont fait en France l'objet d'une loi, entreront en vigueur courant 1999. [...] Surfant sur la vague du “politiquement correct”, une organisation non gouvernementale, Transparency (financée par les grandes entreprises US sous l'œil bienveillant de la CIA), a pris la direction des opérations, menant campagne pour des “îlots d'intégrité”. Au même moment - ça tombe à pic -, Serge Dassault est condamné pour corruption. [...]

“Seulement voilà, explique un marchand d'armes bien de chez nous, Transparency n'est que le cheval de Troie des Ricains”. Lesquels ne sont pas pour autant devenus des prix de vertu. [...] Imités par les Britanniques, ils ont trouvé la faille : passer par le relais de filiales domiciliées dans des paradis fiscaux [...].

La solution [*pour les exportateurs français*] serait, à l'image des Américains, de multiplier les filiales à l'ombre des cocotiers des îles Caïman, Moustique ou Curaçao. [...] Il y a [...] urgence à fédérer ces différentes sociétés offshore pour qu'au bon moment, quand le besoin s'en fera sentir, les industriels puissent sortir des millions de francs d'un seul coup. [...]

Comme le prédit un contrôleur général des armées, “quand le gouvernement aura vu trois beaux contrats s'envoler outre-Atlantique, il saura regarder ailleurs. Et on pourra, nous aussi, aller se planquer sous les cocotiers” ».

[*Cet article est ahurissant à plus d'un titre. Il est d'abord stupéfiant de voir Le Canard enchaîné faire en quelque sorte l'apologie de la délinquance financière, alors que la grande majorité de la presse française se félicite du premier pas que représente la convention de l'OCDE contre la corruption des fonctionnaires étrangers. Même certains exportateurs se réjouissent du frein mis à des commissions qui « avaient atteint des montants exorbitants » (Libération, 15/02/1999).*

*Il est curieux de retrouver dans Le Canard l'écho des calomnies du monde de l'armement contre une ONG parfaitement honorable, Transparency*

International, fondée par un Allemand, Peter Eigen. Au conseil d'administration de la section française, figurent plusieurs PDG ou anciens PDG de grands groupes exportateurs français. Ceux-là savent bien que la tricherie a des limites, que la corruption généralisée ruine la clientèle et mine le commerce.

Il est incroyable enfin d'entendre un haut fonctionnaire du ministère de la Défense plaider pour le soudoiment de ses confrères. On imagine son indulgence pour les rétro-commissions qui arrosent les fonctionnaires et hommes politiques français.

Brisons-là avec ce mode de défense des intérêts ou de la grandeur de la France. C'est faire insulte à notre pays que de croire qu'il a besoin du crime pour vivre et s'exprimer. Rappelons en effet, pour ceux qui en plaisaient, que la corruption est un crime majeur : elle a plongé dans la misère et/ou la guerre civile les deux Congo, le Nigeria, la majorité des Africains, de vastes pans du Tiers-monde et des ex-pays de l'Est. La plupart des Pakistanais, des Marocains ou des Péruviens ne considèrent sans doute pas Serge Dassault comme un grand Français.]

## LIRE

Jean-Paul CRUSE, *Un corbeau au cœur de l'État*, Éditions du Rocher, 1998.

L'auteur est un journaliste proche de Paul Barril. Il fut son "nègre" pour la rédaction de *Guerres secrètes à l'Élysée* (cf. *Billets* n° 39). Il n'a pas de doute sur le véritable statut de son ami :

« Il n'a pas pu, pendant toutes ces années, de 1982 à aujourd'hui, traverser vivant tant de rideaux de flammes sans une "haute protection", qui ne doit pas seulement à la Sainte Vierge. Tout service de renseignements digne de ce nom - et les Français figurent aujourd'hui dans le gotha mondial - a besoin de "jokers", capables d'effectuer les tâches les plus ingrates et les plus dangereuses, qui sont aussi les plus utiles, sans engager de commanditaires institutionnels, en cas d'accident de parcours, toujours, sur le papier, envisageables ».

Publié l'automne dernier, *Un corbeau...* est une enquête très "renseignée" sur un curieux chantage qui a défrayé la chronique des deux premières années du septennat de Jacques Chirac (cf. *Billets* n° 46 et 57). Le "corbeau" est un informateur anonyme qui, de juin 1995 à septembre 1997, a adressé au juge Assonion, de Bourg-en-Bresse, puis surtout au juge Halphen, une longue série de copies de "notes blanches" des Renseignements généraux (RG), décortiquant les circuits de financement occulte des principaux leaders et courants politiques français. Ces notes ont été établies par le commissaire Brigitte Henri, adjointe du patron des RG Yves Bertrand. Concluant son enquête, Jean-Paul Cruse écrit :

« Le "corbeau" n'est pas un homme seul. C'est un groupe d'officiers de renseignements français, disposant de "correspondants" au sein des Renseignements généraux, de la magistrature, de la PJ et de la presse, et de très gros moyens. Ils connaissent absolument tout du financement illégal de la vie politique française, jusque dans les moindres détails. Ils [...] ont joué un rôle, aussi, dans l'affaire des "écoutes de l'Élysée", dans les divers ennuis de François Léotard, et dans l'enchaînement de circonstances qui a entraîné la mort tragique de François de Grossouvre ».

Selon Jean-Paul Cruse, ce groupe d'officiers est idéologiquement proche de Charles Pasqua, et très voisin de Paul Barril (rappelons que le premier a plusieurs fois parrainé les initiatives africaines du second).

« Leur but était [...] de semer la panique et de faire savoir que, disposant d'informations, pour certains dommageables, ils pouvaient en acquérir d'autres, par les mêmes moyens, [...] et étaient disposés à les utiliser [...] si certaines conditions n'étaient pas remplies. Leur chantage, car c'en est un, et il est énorme, se développe [...] après l'élection de Jacques Chirac, et la nomination d'Alain Juppé, dont ils suspectent les intentions dans des domaines précis, qui les touchent de très près. Leur but est de protéger certains d'entre eux, qui ont pris de très grands risques sur plusieurs théâtres d'opérations, dans une guerre mondiale du renseignement qui bat son plein, et atteint un niveau d'intensité et de violence qu'on n'imagine pas. Les "coups tordus" concernent la lutte pour d'importants contrats d'armement, mais aussi d'aviation civile, de communication, de travaux publics, et même d'agroalimentaire ou de mécanique. Pressions, espionnage, chantages, attentats, meurtres - partout, la guerre économique court à la guerre tout court. Mais les conflits les plus violents se situent, évidemment, sur les lignes de fracture de conflits armés ouverts, ou à demi-ouverts : dans les Balkans, au Proche-Orient, et au centre de l'Afrique.

L'action de militaires français des forces spéciales, et d'officiers de renseignements, dans le secteur de l'Afrique des Grands Lacs, et au-delà, des confins du Soudan aux immenses provinces de l'ancien Zaïre, en passant par le Rwanda, le Burundi, et l'Ouganda, avec une extension vers le Congo et l'Angola, est au centre du problème. Les enjeux sont énormes. Inspirée, au départ, [...] par la volonté de déstabiliser le Soudan musulman de Hassan Tourabi, puissance potentiellement considérable, [...] la politique de l'administration américaine dans cette région du monde s'est appuyée très vite sur l'Ouganda. Ils ont alors joué, comme dans les Balkans et au Proche-Orient, la carte inadmissible des manipulations ethniques, flattant une minorité mue par un fort appétit de domination régionale, issu d'une longue tradition féodale, les Tutsi [...]. Il est certain donc, qu'en 1995, le gouvernement Juppé, influencé par le conformisme ambiant sur les "Droits de l'homme", est tombé dans le piège de la "diabolisation" des Hutus du Rwanda, comme si l'on pouvait extraire le "génocide" [les guillemets, ici, ne sont pas un point de détail] de 1994 de l'effroyable enchaînement de tueries et de coups d'État qui l'a précédé. La tentation a été grande, alors, d'ouvrir certains dossiers, **au risque de compromettre des officiers de très grande valeur, qui ont fait leur devoir dans des circonstances d'une guerre civile hors normes, notamment après la signature des inadmissibles accords d'Arusha, imposés par la communauté financière internationale** [c'est nous qui soulignons] - et de les livrer en pâture à l'hypocrisie médiatico-judiciaire du Tribunal pénal international ».

Ce texte projette une lumière lugubre. Si l'enjeu, c'est la guerre économique des grands contrats archi-commissionnés, à mener à n'importe quel prix contre les États-Unis, alors tout est permis : s'allier avec le régime anti-américain de Khartoum, fût-il l'un des plus criminels de la planète ; soutenir envers et contre tout le *Hutu power* et son idéologie génocidaire ; saboter en 1993 la paix d'Arusha, dernier rempart avant le génocide ; pratiquer les pires "coups tordus" au printemps 1994 (au cœur d'un génocide, ou de ce que Jean-Paul Cruse préfère appeler une « *guerre civile hors normes* », au défi de toutes les lois de l'humanité) ; entraver par tous moyens l'action du Tribunal pénal international ; et, accessoirement, balader la justice française avec de sulfureuses "notes blanches" des RG.

Accessoirement encore, ce groupe d'officiers a fort bien pu supprimer François de Grossouvre : « *S'il a été tué, ce qui reste, aujourd'hui, on le sait, la conviction de sa famille, il n'a pu l'être que par des proches, connaissant parfaitement le système de sécurité de l'Élysée, notamment les voies d'accès par les égouts, et les faiblesses du vieux soldat, et qui ont dû l'abattre, à ce moment, dans l'urgence, et la mort dans l'âme, pour éviter qu'il ne parle...* ».

Jean-Paul Cruse est un dévot de Charles Pasqua (méfiez-vous de vos admirateurs !). Au terme d'un panégyrique de 17 pages, qui porte aux nues le « *petit-fils de berger corse* », il résume ainsi la philosophie politique de l'ex-ministre de l'Intérieur :

« La République, la vraie [...], contre les coups de poignard dans le dos des traîtres et des "vendus" de toute espèce, [...] doit compter sur des partisans soudés, résolus et organisés, capables d'actions légales au grand jour, et d'opérations secrètes bien ordonnées et calculées, aussi cruelles soient-elles, prêts à tout pour sauver l'essentiel - et loin, donc, de tout respect fétichiste pour les normes convenues de la démocratie molle... ».

Ainsi, un certain activisme militaroïde, genre "armée secrète", peut se moquer des droits de l'homme et du droit tout court. Il peut ne reculer devant aucune cruauté. Il flirte, finalement, avec les idéologies nationales-révolutionnaires qui ont ensanglanté le XX<sup>ème</sup> siècle et plusieurs fois conduit au génocide. Adversaire de la « *démocratie molle* », il est, en Afrique, l'ami des pires dictatures.

On croise, dans le livre de Jean-Paul Cruse, bien d'autres personnages connus des lecteurs de *Billets*, tels Jean-Christophe Mitterrand, Jean-Charles Marchiani et le « cardinal » Vergès. On note d'intéressants rapprochements entre Vivendi, Elf et Thomson, ou entre Michel Charasse et le bras droit de Charles Pasqua, Daniel Leandri.

Lorsque Alain Juppé accède à Matignon, ce dernier avait été « *muté dans un petit bureau perdu, rue Nélaton, privé de chauffeur et de secrétaire. [...] Il attendra pour retrouver, rue Cambacérés, statut, honneurs, bureau et secrétaire - et regard sur les affaires policières mais aussi corses ou africaines - le remplacement de Jean-Louis Debré par... Jean-Pierre Chevènement* ».

*[Et l'on s'étonne après cela de la lenteur ou de la "maladresse" des enquêtes diligentées en Corse par le ministère de l'Intérieur - au grand dam des conseillers de Matignon et du préfet Bernard Bonnet. Celui-ci bute sur le réseau Pasqua, tandis que la police l'évite...]*

*Une récente Note d'information du réseau Voltaire (28/01/1999) épice un peu plus cette cuisine : dans le Nord, un groupe de 9 membres du Parti communiste national-européen (PCN) a adhéré au Mouvement des citoyens (MDC), le parti chevènementiste. Le PCN est un parti national-bolchévique, classé à l'extrême-droite, qui se réfère au fascisme des années quarante. Son anti-américanisme viscéral le rapproche de la Corée du Nord, de l'Irak et de la Libye. Interrogés sur ce ralliement, les dirigeants locaux du MDC font valoir la proximité de pensée entre le PCN et leur formation. Entre État de droit et culte de l'État-nation, ils poussent peut-être à l'extrême le curseur idéologique. On espère que leur mentor rappellera à ces "citoyens" que le clivage gauche-droite n'est pas soluble dans le rouge-brun].*

Mongo BÉTI, *Trop de soleil tue l'amour*, Julliard, 1999, 239 p.

Un vrai roman - de cette littérature qui, souvent, rend mieux compte de la réalité qu'un essai. Ici, c'est d'un Cameroun pourri par la corruption qu'il s'agit - un Cameroun moulu par la dictature insidieuse de Paul Biya, perpétuée grâce à ses mandants parisiens. Même la vérité - que cherche encore le héros, journaliste à Yaoundé - et l'amour sont empoissés par cette atmosphère de corruption. Délibérément, l'auteur ne cherche pas à s'en extraire. Mais il suggère des îlots d'humanité, des germes de résistance.

On ne peut décrire ici les personnages et les péripéties de ce roman noir. On se contentera de citer les propos de l'ambassadeur de France lorsque les "services", plutôt honnêtes, viennent lui rapporter une énorme affaire de trafic de déchets chimiques, puis sans doute nucléaires : « *Nous étouffons tout, cela va sans dire [...]. Au lieu de nous demander [...] : qui serait éclaboussé en cas de scandale ? il vaut mieux [...] poser cette question : qui ne serait pas éclaboussé ?* ».

Tètè TÉTÉ, *Démocratisation à la togolaise*, L'Harmattan, 1998, 212 p.

Une vivante relation de quatre décennies d'histoire togolaise, de l'indépendance confisquée à la démocratie bafouée - la Conférence nationale souveraine débouchant sur la "démocrature" du général Eyadema, via une série de mascarades électorales. L'ex-sergent de l'armée française écrase sous sa botte une histoire qui commence par l'élection puis le meurtre du président Sylvanus Olympio, et s'achève provisoirement par la victoire électorale (refusée) de son fils Gilchrist. Quarante ans d'éloges des Foccart, Chirac, Pasqua, Debbasch ou Vergès n'auront pas convaincu les Togolais des bienfaits d'une dictature militaire.

Les *Dossiers noirs* de la politique africaine de la France, n° 12

## La sécurité au Sommet, l'insécurité à la base

Au sommaire (explicite) :

- Gabon et compagnie(s)
- Liaisons dangereuses au Tchad
- Djibouti l'inaboutie
- Les Comores à l'encan
- Et Elf créa Biya
- Main basse sur Brazzaville
- Eyadema notre amour
- L'assaut de la Guinée-Bissau
- Rechutes dans les Grands Lacs
- Le "cas" Barril
- Services secrets
- "Privés" et mercenaires
- Trafics d'armes par la bande
- Une présence contrainte
- L'état-major contre la Cour

*Agir ici et Survie*, L'Harmattan, 255 p. Disponible à *Survie* (100 F, port inclus).

SURVIE, 57 AVENUE DU MAINE, 75014-PARIS - TEL.: (0)1 43 27 03 25 ; FAX: (0)1 43 20 55 58 - IMPRIME PAR NOS SOINS - COMMISSION PARITAIRE N° 76019 DEPOT LEGAL : MARS 1999 - ISSN 1155-1666 - DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE - ABONNEMENT : 95 F (ÉTRANGER : 120 F)